# POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

LES DEUX GRANDS FACE AU TIERS MONDE.
LES GREVES DE CAEN.
Syndicat et sondage d'opinion.
Postes : une grève surprise.
LE "GUEVARISME"A L'EPREUVE.

N° 88 JANV-FÉVRIER 68

0,50 F MENSUEL.

# Les Deux Grands face au Tiers Monde

## UNE NOUVELLE ETAPE AU VIETNAM ?

Après l'incident du "Pueblo", l'offensive générale du Vietcong vient de mettre en évidence les limites de la puissance américaine en Asie. La prise simultanée des villes, l'occupation partielle de Saïgon, l'attaque et parfois la destruction des bases américaines, l'effondrement de l'administration et de l'armée sud-vietnamiennes revèlent l'échec total des plans politico-militaires de Washington. La pacification a vécu : le vietcong est comme "le poisson dans l'eau" au sein de la population civile ; les bombardements du Nord n'ont ni brisé le moral de Hanoï ni empêché le passage d'armes lourdes et de troupes vers le Sud.

Certes, les Américains ne risquent pas d'être jetés à la mer ; il est probable qu'ils reprendront dans les semaines qui viennent les villes investies par les guérilleros, même si c'est au prix du massacre de la population civile. Mais il est non moins certain qu'au niveau actuel en troupes et en matériel, les Etats Unis sont incapables d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés au Vietnam. Commandant en chef à Saïgon, le général Weyland a déclaré : c'est tous les 500.000 hommes du corps expéditionnaire qu'il me faudrait pour défendre efficacement la ville. Dramatisation par la frousse sans doute, mais par la même significative.

En tous cas, l'affaire du "Pueblo" a montré que les Américains avaient engagé au Vietnam à peu près tout ce qu'ils ont en Asie comme réserves disponibles. On envisage donc, comme première étape, le rappel de plusieurs milliers de réservistes et la prolongation du service militaire.

"Nous ne céderons jamais" a déclaré Johnson. Faut-il le croire ? Il ne reste en tous cas pas beaucoup de degrés à franchir pour que l'escalade se transforme en guerre totale contre le Nord Vietnam. Bombarder massivement toutes les villes du Nord, raser Hanoï et Haïphong, détruire les digues pour provoquer des inondations, bref la politique de "la terre brûlée", telle pourrait être la riposte U.S.A. à l'offensive vietcong. Mais alors rien ne s'opposerait plus à ce que Hanoï fasse franchir le 17ème. parallèle à ses troupes, en masse. Dans ce cas, le débarquement des Américains au Nord serait inévitable. Il pourrait d'ailleurs être décidé par Washington même sans l'entrée des troupes nord-vietnamiennes dans le Sud. La poursuite de l'escalade ne pourrait donc aboutir, dans des délais assez brefs, qu'à la guerre totale avec les Nord-vietnamiens.

Or, pour une telle expédition, il ne suffirait pas de mobiliser des spécialistes et quelques dizaines de milliers de réservistes. Car qui dit guerre dit occupation. Si 500.000 Américains (sans compter les 600.000 hommes de l'armée sud-vietnamienne) ne peuvent pas contenir les Vietcongs et quelques régiments nordistes infiltrés, c'est un million de soldats supplémentaires que Washington devrait envoyer au Vietnam. Et pas plus que celle du Sud, l'occupation du Nord ne trouverait aucun appui dans l'immense majorité de la population, mais l'hostilité la plus farouche.

En dehors des répercussions internationales qu'elle pourrait provoquer, une semblable initiative créérait d'elle-même une situation éminement explosive : tout le Vietnam se trouverait alors dans la position actuelle du Sud Vietnam et la frontière chinoise deviendrait un nouveau 17ème. parallèle. Pour arrêter les infiltrations, le Laos devrait être à son tour occupé et rapidement se poserait aux Américains le problème du "sanctuaire" chinois, c'est-à-dire de la guerre avec la Chine.

Mais les Etats Unis ne peuvent pas mener une guerre conventionnelle contre la Chine avec quelque chance de la gagner. Dès lors, l'emploi d'armes atomiques viendrait à l'ordre du jour. Les conséquences d'un bombardement atomique de la Chine sont difficilement prévisibles.

On peut cependant établir deux hypothèses.

La première est celle d'une intervention de l'U.R.S.S. dans le conflit entraînant le déclenchement d'une troisième guerre mondiale. D'après Mc.Namara, le secrétaire d'Etat américain à la défense, si les missiles nucléaires intercontinentaux étaient utilisés, les Etats Unis seraient détruits après l'U.R.S.S. (1).

La deuxième exclut l'intervention de l'U.R.S.S. Dans ces conditions, le bombardement atomique de la Chine - même limité aux installations nucléaires chinoises et à certains points stratégiques - n'en aurait pas moins de graves conséquences pour les U.S.A. eux-mêmes. Non seulement une telle action provoquerait une violente crise dans la société américaine, pousserait à la révolte anti-yankee un grand nombre de peuples sous-développés, détériorerait sérieusement les rapports entre les Etats Unis et ses alliés, pourrait créer une situation pré-révolutionnaire au Japon, mais elle ne transformerait pas la situation en Asie dans un sens favorable aux Américains. Certes, la "menace chinoise" serait éliminée pour des années. Mais l'impérialisme américain ne pourrait pas occuper la Chine, car, pas plus qu'au Vietnam, il n'y trouverait aucune force sociale décisive pour l'appuyer. Quant au Vietnam lui-même, si la guérilla devait être provisoirement etouffée, elle ne disparaîtrait pas entièrement et la révolte couverait toujours dans les villes.

## LE GENDARME U.S.A.

En assumant le rôle de gendarme mondial, l'impérialisme américain doit faire face aux situations explosives engendrées par le sous-développement et par la domination des grandes puissances sur le Tiers-Monde.

L'exploitation des pays sous-développés par les puissances impérialistes reste l'une des bases du système capitaliste moderne. Ces rapports d'exploitation ont été longtemps assurés, dans des vastes zones du globe, par la domination directe, c'est-à-dire par le maintien de colonies. L'accession à l'indépendance politique des anciennes colonies d'Afrique et d'Asie a entraîné le remplacement de la domination coloniale par la domination indirecte, c'est-à-dire l'exploitation en association avec les classes dirigeantes locales détenant le pouvoir politique. Mais le mouvement d'émancipation des peuples du Tiers Monde ne s'est pas arrêté au stade de l'indépendance nationale. C'est un changement radical de leur sort que réclament les paysans et les ouvriers des pays sous-développés. En Amérique

---

(1) "Au Ier.octobre 67, l'URSS disposait de 720 missiles nucléaires intercontinentaux... Il faut y ajouter 130 missiles embarqués à bord de sous-marins...Notre force estratégique est supérieure à celle des Soviétiques, mais il reste que l'URSS peut détruire les Etats Unis, même après avoir reçu tout le poids de notre première intervention".
(Le Monde, 3/2/67).

Latine, en Inde, en Asie du Sud-Est même, le contenu social des luttes des masses l'emporte désormais sur l'aspect national. Or, les classes dirigeantes locales, même"aidées"par les grandes puissances, sont dans l'ensemble incapables de promouvoir un développement économique suffisant pour arracher les masses à leur misère ; et dans les quelques pays où un certain développement a lieu, les conditions de vie et de travail des nouveaux salariés sont telles que les luttes de classe ne peuvent que se renforcer.

La domination directe a été remplacée par la domination indirecte. Mais l'aggravation des tensions sociales, la faiblesse et la corruption des classes dirigeantes locales sont telles que leur pouvoir ne peut se maintenir qu'avec le concours des grandes puissances. Or, au moment même où l'intervention des impérialismes pour soutenir les dirigeants locaux semble être de plus en plus nécessaire, les anciennes grandes puissances - l'Angleterre, la France, le Japon - ne sont plus en mesure de jouer leur rôle traditionnel de gendarmes. La France a liquidé son empire, a retiré ses troupes de presque partout. L'Angleterre, en butte à de graves difficultés économiques, doit abandonner tout son dispositif militaire à l'est de Suez. C'est donc les Etats Unis qui doivent assumer seuls cette lourde "responsabilité". En sont-ils réellement capables ? Certes, ils ont, dans une première étape, remporté des succès au Vietnam, en Indonésie, en Afrique. Mais maintenant ?

Les difficultés et les dangers d'un tel rôle commencent à être compris par une partie des dirigeants américains eux-mêmes. L'offensive générale du Vietcong place actuellement les Etats Unis devant un choix dramatique : ou bien continuer l'escalade en sachant que la guerre avec la Chine est au bout ou bien trouver un terrain de négociation leur permettant de se retirer du Vietnam sans trop perdre la face.

Le retrait du Vietnam constituerait indiscutablement un encouragement pour toutes les forces sociales anti-impérialistes, non seulement en Asie mais dans le monde entier. Cela ne signifie pourtant pas que tous les pays du Sud-Est asiatique tomberaient l'un après l'autre, comme des dominos, sous les coups de guérillas organisées par le Vietnam ou par la Chine. Les structures sociales et politiques, les traditions religieuses et culturelles ne sont pas les mêmes dans tous ces pays ; la guérilla vietnamienne s'est formée dans des conditions historiques qui ne peuvent pas se reproduire de manière identique partout. Il est donc vraisemblable qu'un retrait américain du Vietnam n'entraînerait pas, du moins à moyen terme, le retrait pur et simple des Etats Unis de toute l'Asie du Sud-Est.

La poursuite de l'escalade exige désormais des Etats Unis l'emploi de moyens si puissants et entraîne des risques si grands qu'ils paraissent disproportionnés avec l'enjeu du conflit. Dans les conditions actuelles, un engagement de ce type en Asie affaiblirait en outre la position des Américains dans le reste du monde et diminuerait leur capacité d'intervention dans d'autres régions sous-développées (au Moyen-Orient ou en Amérique Latine par exemple). Car, et c'est une des caractéristiques de la situation actuelle, les Etats Unis se retrouvent pratiquement seuls ; leurs alliés du Pacte Atlantique se refusent obstinément à les aider dans leur entreprise asiatique.

## DES TENDANCES CENTRIFUGES DANS LES DEUX CAMPS

La polarisation des états autour des Deux Grands a été l'un des traits fondamentaux de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale.

Or, les tendances centrifuges qui se développent depuis quelques années dans les deux camps rendent plus lâches les liens entre les tenants de chaque camp. Les inégalités de développement, les conflits d'intérêts, les oppositions nationales pour les uns, les rivalités concurrentielles, les difficultés internes pour les autres, autrement dit l'incapacité pour le camp "occidental" comme pour le camp "socialiste" de parvenir à un développement économique et social équilibré, à une planification efficace et à une unification

politique réelle, ont été à la base de ce relâchement, du renforcement des tendances centrifuges.

A l'Ouest, la reconnaissance de la Chine par la France, le retrait de celle-ci de l'O.T.A.N., sa politique "anti-américaine" constituent l'exemple le plus poussé de dépolarisation. Moins marquée chez les autres partenaires européens des Etats Unis, la tendance à un certain désengagement n'en existe pas moins et s'exprime aussi bien en politique internationale que dans les rapports avec l'Est ou encore avec tel ou tel pays du Tiers Monde.

A l'Est, sans même parler de la Yougoslavie ou de l'Albanie, les tendances autonomistes de certaines Démocraties Populaires se sont renforcées au cours des dernières années, en Roumanie par exemple. Le bloc dit socialiste est plus que fissuré : entre l'U.R.S.S. et la Chine la cassure semble très profonde. Le Nord-Vietnam lui-même, quoique militairement dépendant de l'U.R.S.S., affiche une position indépendante dans le conflit sino-soviétique. Quant à Cuba, elle critique ouvertement l'alliée "soviétique" et se permet de contrecarrer la stratégie de lutte recommandée par Moscou pour l'Amérique Latine.

On assiste d'autre part, dans des zones sous-développées, aux marchandages et aux tentatives de jouer un jeu de balance entre les deux camps d'un certain nombre d'états, dont l'Algérie, l'Egypte et l'Inde sont les plus importants.

Il serait évidemment stupide de tirer de cette tendance à la dépolarisation la conclusion que les U.S.A. et l'U.R.S.S. vont se trouver tôt ou tard isolés, sans emprise sur les autres états. Mais force est de constater que, face au Tiers Monde en particulier, Américains et Russes font la preuve de leur incapacité à tout contrôler.

## L'U.R.S.S. ET LE TIERS MONDE

La politique de coexistance pacifique inaugurée par Khrouchtchev et poursuivie par ses successeurs découle essentiellement des difficultés internes de l'U.R.S.S. et des Démocraties Populaires. Face à la pression des classes exploitées - prolétariat, paysannerie - la bureaucratie a dû s'engager dans une série de réformes qui, par l'augmentation de la productivité et la rationalisation de l'économie, devraient permettre de passer au stade de la production massive de biens de consommation. Dès lors, l'entente avec l'Occident est devenue nécessaire, non seulement pour essayer de limiter l'augmentation de dépenses militaires déjà écrasantes, mais parce que les pays occidentaux peuvent fournir les équipements et les capitaux dont les pays de l'Est ont besoin. La détente internationale est une condition indispensable du succès des réformes en cours. En même temps, la bureaucratie elle-même, si elle est fière de "sa patrie" et de "son armée", n'en éprouve pas moins un certain respect pour le niveau industriel, le savoir faire technique de l'Occident. Du moment que les Etats Unis respectent le "statu quo", ne contestent pas - ou pas sérieusement - les nouvelles frontières de l'Europe, la bureaucratie russe n'a pas besoin de se lancer dans des entreprises de subversion anti-américaine. C'est pourquoi elle condamne fermement "l'aventurisme" chinois ou castriste.

Cela ne signifie pourtant pas que l'U.R.S.S. soit prête à soutenir les U.S.A. face au Tiers Monde - comme l'en accusent les chinois - ou même à rester passive.

La coexistance pacifique n'exclut pas d'exercer des pressions sur l'adversaire, ne serait-ce que pour annuler les pressions de celui-ci.

Ne possédant ni intérêts ni investissements dans le Tiers Monde - qui se trouvait dans l'ensemble jusqu'au lendemain de la guerre dans la zone d'influence des Occidentaux - l'U.R.S.S. a continué dans la phase de la coexistance pacifique à pratiquer une politique visant à la faire apparaître comme le guide et le défenseur des peuples sous-développés. Son propre système d'étatisation lui a permis d'ailleurs de proposer à ces

peuples un modèle d'organisation économique qui semble pouvoir apporter une solution aux problèmes du développement. En effet, réforme agraire, étatisation de l'industrie et du commerce, planification doivent pouvoir permettre, du moins en théorie, l'auto-création de capital par l'exploitation intensive du travail et l'investissement d'Etat.

Cependant, développement des régions arriérées, émancipation des pays sous-développés restent pour les dirigeants de Moscou des objectifs étroitement subordonnés aux besoins de l'U.R.S.S. elle-même. La bureaucratie russe ne les envisage que dans le cadre de sa propre politique mondiale qui vise exclusivement - comme celle de toute classe dirigeante - à affermir sa domination, à justifier ses fonctions et ses privilèges. C'est pourquoi l'attitude de l'U.R.S.S. dans ce domaine est directement liée aux fluctuations des rapports qu'elle entretient avec les puissances occidentales. "Progressiste" ici, sa politique peut être, s'il le faut, ouvertement réactionnaire ailleurs.

Le refus de Moscou d'aider Mao-Tsé-Toung en 1945, la remise des territoires que les Russes occupaient alors dans le nord de la Chine aux armées de Tchang-Kaï-Chek, seul gouvernement reconnu par eux à l'époque, au moment même où l'U.R.S.S. se partageait avec les Etats Unis et l'Angleterre les zones d'influence dans le monde, est un exemple typique de la politique conservatrice de la bureaucratie russe.

Son attitude face à la lutte des Algériens, qu'elle a pratiquement refusé d'aider pendant des années parce ce que les dirigeants du Kremlin caressaient l'espoir, en ménageant la France, de la détacher du camp atlantique, n'est pas moins significative à cet égard.

Certes, l'U.R.S.S. fournit des armes et des équipements aux Vietnamiens. Mais le gouvernement de Moscou accorde également une "aide" massive - armes, crédits - au régime pseudo-bureaucratique, corrompu et réactionnaire de Nasser, le bourreau des ouvriers d'Alexandrie, à l'Algérie de Boumedienne, le fossoyeur de l'auto-gestion, le tortionnaire de militants ouvriers, au gouvernement indien qui fait mitrailler les manifestations ouvrières, emprisonne les grévistes et laisse mourir de faim les paysans.

Pour ses besoins de grande puissance, l'U.R.S.S. peut aussi bien soutenir des régimes semi-féodaux - crédits à la Jordanie - que faire du commerce avec des dictatures militaires - Amérique Latine - ou que pousser les partis communistes à l'alliance avec la bourgeoisie "nationale" (Amérique Latine, Asie, Indonésie de Soekarno). Elle peut exploiter aussi bien les revendications des paysans affamés que les haines nationales ou les appétits des bourgeois indigènes et des militaires mécontents.

*
* *

Nous ne confondons pas la lutte des peuples opprimés contre les classes dirigeantes locales et les impérialismes qui les soutiennent avec la politique soi-disant "libératrice" de la bureaucratie de Moscou. C'est pourquoi nous ne nous rangeons pas dans le camp prétendu "progresiste" qui englobe des "révolutionnaires" tels que Kossyguine, Nasser, Boumedienne, Indira Ghandi...et le roi Hussein !

Le gendarme U.S.A. ne sera pas déboulonné par l'union des "forces démocratiques et des pays épris de paix" rangés derrière la bannière des bureaucrates du Kremlin. Si la lutte des masses opprimées du Tiers Monde se conjugue dans les années à venir avec celle des prolétaires des pays avancés - dont la classe ouvrière américaine elle-même - nous verrons alors s'écrouler la domination de l'impérialisme américain et s'ouvrir une perspective révolutionnaire qui permettra de mettre fin aux rivalités et aux marchandages des grandes puissances dont les peuples opprimés sont en dernière analyse les victimes.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

# LES GRÈVES DE CAEN

Les ouvriers de la SAVIEM ont repris le travail le lundi 5 février après deux semaines de grève. Ils sont rentrés les mains vides. Mais les débrayages et manifestations qui se sont produits depuis, spontanément, à l'intérieur de l'usine, indiquent qu'ils ne s'avouent pas vaincus. Le courage et la détermination dont ils ont fait preuve au cours de ces deux semaines montrent clairement que la classe ouvrière possède aujourd'hui un potentiel de lutte qui pourrait faire reculer le patronat et l'Etat s'il trouvait les formes et les méthodes adéquates. Les travailleurs de la SAVIEM ont dit aux syndicats qu'ils en avaient assez des grèves symboliques et des manifestations-promenades dans le calme et la dignité. C'est une leçon pour tous.

## NAISSANCE ET DURCISSEMENT DU MOUVEMENT

Dix mille manifestants contre trois mille policiers et C.R.S. : la bataille dure jusqu'à deux heures du matin. D'un côté boulons, pierres, grilles, planches, bouteilles, cocktails Molotov, de l'autre matraques, crosses, grenades lacrymogènes, grenades offensives. Voitures incendiées, vitrines brisées. Plus de cent blessés, quatre-vingt dix arrestations. C'est la nuit du 26 au 27 janvier. C'est la grève à Caen.

Pourquoi cette explosion dans une ville traditionnellement "calme" ? Depuis dix ans Caen est en pleine expansion. De nombreuses industries s'y sont installées. L'essor industriel de la région est dû surtout au faible prix de la main d'oeuvre. Mais depuis quelque temps, la situation de l'emploi se dégrade en Basse-Normandie, le chômage menace ; ici et là, les diminutions d'horaires font baisser les salaires ; les cadences de travail se font plus dures dans les usines. Le mécontentement se généralise.

Parmi les entreprises nouvelles de Caen, la SAVIEM (poids lourds) est la plus importante et fait figure d'entreprise pilote. Les salaires de la SAVIEM sont inférieurs à ceux de Paris, mais supérieurs aux salaires pratiqués dans la région. D'autre part, des augmentations trimestrielles de 2 % alignaient avant cette année les salaires sur la hausse des prix. Mais depuis six mois les horaires avaient été réduits de 47h30 à 45 h, ce qui correspondait à une reprise par la direction des augmentations accordées précédemment. En effet, l'accélération des cadences avait permis de maintenir la production au même niveau. De plus, le directeur avait fait savoir aux syndicats qu'il ne fallait pas compter sur des augmentations importantes en 1968.

### LES JEUNES ET L'USINE

Voici d'après le bulletin "Caen-Demain" les causes du mécontentement des jeunes ouvriers :

"Le décalage des salaires de Paris et de Caen, dont ils ont parfois l'image dans un même atelier; l'insécurité de l'emploi...; le trajet harassant des jeunes ruraux pour se rendre à l'usine et en revenir ; l'inutilité de leur formation professionnelle, dès lors que les titulaires de C.A.P. n'osent même plus faire état de leurs diplômes à l'embauche; l'atmosphère de travail dépersonnalisée, l'absence de responsabilités et de chances de promotion".

Le vendredi 19 janvier, 2.000 travailleurs sur les 4.800 de l'usine sont réunis . Le responsable C.F.D.T. s'adresse à eux : "Les négociations menées avec la direction par les trois syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., se sont soldées par un échec". Partant de là, il ouvre la perspective d'une grève illimitée.

A la même heure, chez Jaeger (900 personnes), débrayage suivi à 80 %. On demande 4 % d'augmentation.

A la SONORMEL (671 personnes), les responsables syndicaux annoncent lors d'un débrayage que la direction n'augmentera les salaires que de 2 % au lieu des 3 % des années précédentes.

A la SAVIEM, la grève illimitée est adoptée à l'unanimité, ou presque, des présents.

Les revendications mises en avant par les travailleurs manifestent une claire compréhension des objectifs à atteindre :

- pour compenser la perte de salaire due à la diminution des horaires, ils demandent une augmentation de 6 % et non la reprise des anciens horaires ;

- pour lutter contre l'instabilité du pouvoir d'achat et de l'emploi, ils veulent la formation d'un "fonds de régularisation des ressources" ; ce fonds existe déjà chez Renault - la maison-mère - ; il s'agit d'une réserve destinée à compenser le manque à gagner dans les périodes de récession ;

- pour pouvoir mieux se défendre, ils exigent le droit d'utiliser les cantines pour se réunir, discuter, s'informer.

Les ouvriers, jeunes pour la plupart et sans expérience des grèves, organisent dès le début un solide piquet qui bloque complètement la porte de l'usine.

Le lendemain, 400 CRS sont devant l'usine à 4 heures du matin. Mais les grévistes continuent de contrôler les entrées.

Une marche sur la ville est organisée. Aux portes de Caen, les forces de police chargent le cortège à plusieurs reprises, matraquant brutalement les ouvriers. On compte plusieurs blessés. A la Préfecture, 2.000 manifestants scandent "des sous" et "les caennais avec nous". Le préfet consent à retirer les CRS de l'usine. Mais les incidents ont renforcé la détermination des travailleurs "d'aller jusqu'au bout"; certains parlent de "tout casser".

Dans les deux jours qui suivent les négociations sont rompues entre syndicats et direction. A la SAVIEM, la direction propose 2 % d'augmentation au Ier. avril. A la SONORMEL, les syndicats veulent 4,5 % tout de suite alors que la direction propose d'étaler les augmentations. La même chose chez Jaeger. Le vendredi 26, les trois usines sont en grève illimitée, alors qu'à la Radiotechnique (1500 personnes) 300 ouvrières cessent le travail et décident de faire une grève de 24 heures le mardi suivant.

## LA MANIFESTATION DU VENDREDI

Un meeting a été convoqué par les syndicats et l'UNEF à 18 heures. Des milliers de grévistes, auxquels se joignent des travailleurs de la S.M.N. et d'autres entreprises, ainsi que quelques centaines d'étudiants, se retrouvent place Saint-Pierre, au centre de la ville.

Dans l'esprit des directions syndicales, cette démonstration doit impressionner le patronat.

Mais du côté de la Préfecture on s'attend à une manifestation dure. Gardes mobiles

et CRS sont arrivés en masse dans la journée. Le préfet a été renseigné par ses indicateurs sur l'état d'esprit des travailleurs de la SAVIEM. Place Saint-Gilles où ils se sont rassemblés, ils parlent de la violence des gardes mobiles le mercredi précédent, des blessures de leurs camarades, ils font voir leurs frondes et leurs bâtons : cette fois-ci ils ne seront pas pris au dépourvu.

Des contacts ont été pris entre la Préfecture et les directions syndicales. Mais le préfet, craignant pour ses carreaux, a fait mettre des barrières mobiles à l'entrée de la place de la République. Le défilé arrive, les responsables syndicaux passent dignement devant les barrières, les travailleurs les renversent, envahissent la place et se trouvent nez à nez avec les gardes mobiles. Les dirigeants syndicaux reviennent en hâte, tentent de calmer les esprits...mais déjà le bombardement des fenêtres de la Préfecture a commencé. On entend tout à coup : "Première sommation, nous allons employer la force !". Immédiatement après, les premières grenades lacrymogènes explosent, puis des grenades offensives. La place est dégagée, mais pendant pres de 4 heures, dans une atmosphère d'insurrection, les manifestants se battent avec les gardes mobiles et les CRS dans les rues adjacentes.

Une pluie de projectiles s'abat sur les forces de police qui contre-attaquent en lançant de véritables paquets de grenades lacrymogènes et plusieurs grenades offensives. Nous avons vu des jeunes ouvriers faire preuve d'une audace extraordinaire, allant porter littéralement leurs projectiles sur les CRS, et lorsque ces projectiles sont les grilles de bouches d'incendie, on imagine le résultat.

A plusieurs reprises des barrages de forces de police sont enfoncés.

Des bidons de gas-oil sont répandus et des grévistes y mettent le feu. Des barrages de pneus brûlent aussi. Les pompiers sont forcés de reculer devant la pluie de projectiles. Deux fourgons de pompiers sont inutilisables.

"DIX METRES EN UNE HEURE..."

"Pendant une heure, à cet endroit, la bataille va faire rage. Plus de dix fois le peloton de gardes mobiles, souvent débordé d'ailleurs et dépassé par les événements, avancera vers le carrefour du Bd.Leclerc où la "cocotte minute" destinée à l'agent de service a été renversée et transformée en une sorte de barricade, et reculera vers la place de la République. Il lui faudra l'aide d'un fusil lance-grenades pour se dégager. Des pierres, des pavés volent autour de nous...Tout à côté de moi, un gendarme s'écroule. Il vient de recevoir une énorme pierre sur le tibia droit...Soudain, les forces de l'ordre décident de passer à l'offensive. Profitant des nueages dégagés par des pots fumigènes, ils partent à l'assaut...En une heure, les gendarmes ont avancé de dix mètres..."
(Liberté de Normandie, 28/29 janvier 68).

Les manifestants s'attaquent aux beaux immeubles de la B.N.P. et de la Chambre de Commerce ; ils n'épargnent pas la ville, hors de laquelle ils sont logés dans des cités ouvrières.

Ce n'est qu'à l'aide d'importants renforts que CRS et police arrivent à se dégager. Des arrestations sont opérées. Des passages à tabac ont lieu sur place. Une centaine de blessés, dont certains atteints gravement.

La plupart des personnes arrêtées sont libérées 24 heures plus tard. Des arrestations sont maintenues. Le dimanche suivant, treize personnes sont condamnées : un à trois mois de prison avec sursis pour les grévistes de la SAVIEM ; pour les autres : 15 jours à trois mois de prison ferme. Un portugais doit être expulsé après avoir purgé sa peine.

## DEUXIEME SEMAINE DE GREVE : LA RIPOSTE DE LA DIRECTION ET DE L'ETAT

La riposte de la direction et des autorités allait être à la mesure de la combativité des ouvriers.

Dès samedi, chaque ouvrier de la SAVIEM recevait une lettre où le directeur promettait à ceux qui reprendraient le travail le lundi 29 janvier le paiement intégral de la prime de réalisation du plan, sous-entendant que les grévistes verraient leur prime supprimée ou sérieusement diminuée. Le montant de cette prime allaitde 167 F. pour un OS ayant cinq ans d'ancienneté à 224 F. pour un P3.

Dans la nuit de dimanche à lundi, 3.000 CRS envahissaient l'usine SAVIEM après avoir fait sauter le piquet de grève.

Mille travailleurs environ reprenaient le travail, tandis que les autres étaient refoulés vers Colombelles où ils tenaient un meeting.

L'avenir du mouvement dépendait dès lors de son extension à l'ensemble des usines SAVIEM, de l'entrée dans la grève illimitée d'autres entreprises de la région, de l'organisation d'une solidarité financière importante sur le plan régional et national, de la détermination des ouvriers et aussi et surtout de celle des centrales syndicales.

Certes, des grèves de solidarité de 24 heures avaient lieu mardi 30 janvier à la S.M.N. (la plus grande usine du département), à la Radiotechnique, à Moulinex. Mardi matin, au moins 10.000 travailleurs étaient en grève à Caen. Un meeting avait lieu, rassemblant la SAVIEM et la SMN, suivi d'un défilé marchant sur Caen. Mais brusquement, à l'entrée de la ville, les responsables syndicaux faisaient demi-tour ; un groupe d'environ 300 ouvriers protestait, voulait continuer, mais devait finalement s'incliner. Visiblement, les centrales syndicales n'envisageaient pas, sur aucun plan, de prendre des initiatives qui leur paraissaient sans doute "aventuristes". Leur seul souci était désormais de terminer le mouvement sans trop perdre la face.

Mercredi matin, la reprise s'accentuait à la SAVIEM, mais une forte proportion de travailleurs, plus de la moitié,tenait encore fermement.

Cependant, sans piquets de grève, avec la ville quadrillée par les CRS, sans aucune perspective clairement définie, le mouvement devait forcément s'effriter, en dépit d'une solidarité financière qui commençait à s'organiser.

Une délégation syndicale partait à Paris pour y rencontrer la direction générale et le ministre du Travail : il s'agissait de demander le retrait des forces de police et la reprise du dialogue.

Vendredi matin, au meeting, il était rendu compte de cette entrevue aux travailleurs. Sur un ton lamentable, l'orateur syndical expliquait que les entrevues de Paris avaient été négatives et qu'il faudrait tenir l'après-midi un meeting pour "discuter de choses très importantes". Visiblement, il s'agissait de décider de la reprise du travail.
A 16 heures, on demandait aux travailleurs de se prononcer soit pour "la continuation de l'action à l'extérieur", soit pour "la continuation de l'action à l'intérieur de l'usine". Sur 774 votants, 502 pour la continuation de la grève, 272 pour rentrer. Mais une bonne partie des travailleurs présents ne s'exprimaient pas. Il manquait d'autre part 80 équipes qui étaient parties collecter des fonds. Les responsables syndicaux ne laissaient prendre la parole à personne et décidaient seuls que le vote n'était pas déterminant et qu'il fallait reprendre.

Chez Jaeger, le travail a repris lundi après obtention de 3,78 % d'augmentation. A la SONORMEL, il a repris mardi sur la base de 4 % d'augmentation.

Lundi matin, le travail a donc repris à la SAVIEM, mais la grève du ralentissement des cadences a commencé. Un débrayage a eu lieu à 14 heures, sans mot d'ordre syndical, suivi par 3.000 travailleurs environ. Il a commencé par un règlement de comptes avec certains non grévistes. Du matériel a été rendu inutilisable, les cartes électroniques servant à la répartition du travail ont été détruites, ainsi que les fiches de pointage d'un certain nombre de non grévistes.

La C.F.D.T. considère que "les nouveaux mouvements ont pris une ampleur dépassant ce qui était prévu et une tournure regrettable".

La C.G.T. et F.O., dans un communiqué, "désapprouvent ces manifestations" et refusent d'assumer la responsabilité des dégâts "causés par des gens irresponsables ne cherchant que le moyen de diviser la classe ouvrière".

Quant à la direction, elle a envoyé une lettre personnelle à chaque ouvrier faisant savoir qu'elle a reçu l'ordre de Paris de procéder au lock-out de l'usine en cas de nouveaux incidents.

*
* *

Le mouvement de Caen a montré l'incapacité des centrales syndicales - surtout à l'échelon national - dès que le patron et l'Etat, fermement unis, répondent durement aux travailleurs.

De même qu'elles ont refusé l'épreuve de force à Rhodiaceta l'année dernière, les centrales syndicales n'ont pas voulu faire du mouvement de Caen le pôle autour duquel elles auraient pu essayer de mobiliser tous les travailleurs de la région, le combat pour lequel il aurait fallu appeler à la solidarité dans toute la France. Car, de même que Rhodiaceta au printemps 67, la SAVIEM était cette fois-ci un exemple pour tous. Ce que les ouvriers de Caen ont fait, les jeunes en particulier, exprime un changement d'attitude dans des minorités importantes de la classe ouvrière en France : c'est le refus net de supporter plus longtemps les conséquences des plans de productivité et de rationalisation du capitalisme, c'est, au-delà, par la violence même qui a jailli du conflit, la protestation, mal formulée sans doute, mais profondément ressentie, contre une société où le travailleur n'est qu'un objet, qu'un "esclave industriel".

Les travailleurs caennais ont trouvé devant eux un Etat-patron doublé d'un Etat-gendarme. Un adversaire de cette taille n'est pas toujours facile à vaincre. C'est pourquoi beaucoup de travailleurs ont commencé à hésiter à partir de la deuxième semaine de grève. Mais lorsque la lutte est engagée, le devoir des responsables est de tout faire pour réussir. Or, dès que l'intransigeance de la direction de la SAVIEM s'est affirmée, les centrales syndicales n'ont plus cherché qu'à sauver la face.

Ces grèves nous ont permis de faire, une fois de plus, l'expérience concrète des limites des directions syndicales. Nous n'en tirons pas la conclusion qu'il faut quitter les syndicats, car ils restent encore à l'heure actuelle les seuls organismes de défense des travailleurs.

Mais nous disons que le seul moyen de résister avec des chances de succès à la politique de sur-exploitation du grand capital est de contrôler entièrement nos actions.

Dans des assemblées générales des travailleurs, nous devons décider tous ensemble

du déclenchement ou de l'arrêt des grèves, du contenu de nos revendications.

Nous devons élire des comités de grève dont les membres seront révocables en cas de nécessité, et comprenant des syndiqués et des non syndiqués.

Il nous appartient d'organiser les piquets de grève et de décider de l'occupation des locaux.

Les négociations doivent être menées par le comité de grève et étroitement contrôlées par tous.

Il nous appartient également de prendre rapidement des contacts inter-entreprises et inter-professionnels afin d'élargir, si nécessaire, les mouvements, et d'organiser sérieusement et dès le départ la solidarité financière.

Les travailleurs qui sont d'accord avec ces propositions doivent se regrouper en vue d'agir à la base lors des prochains mouvements.

-:-:-:

puisque les travailleurs consomment comme les bourgeois (voiture, T.V., etc.), il n'y a aucune raison pour qu'on n'utilise pas à leur égard ces méthodes.

Une fois de plus, les dirigeants syndicaux présentent le syndicalisme comme une marchandise et les organisations syndicales comme des sociétés de prestation de services, tout en affirmant que les syndiqués sont des clients.

Les employés de bureau fonctionnaires n'ont jamais été à l'avant-garde des luttes, essentiellement en raison de leurs fonctions et des "privilèges" relatifs dont ils jouissent. Mais actuellement, pour nombre d'entre eux, les conditions de travail se détériorent (obligation de pointer matin et soir, introduction de machines, complexité croissante des travaux), les "privilèges tendent à disparaître (recrutement sans possibilités de titularisation, par exemple). Ces changements peuvent provoquer une évolution dans leur mentalité et leur comportement, surtout chez les jeunes qui sont les plus touchés. Les dirigeants syndicaux ne font rien pour provoquer une prise de conscience, trop préoccupés qu'ils sont à noircir du papier.Face à cette carence, il faut réclamer l'organisation régulière de réunions, demander que les sujets de discussion soient choisis par les participants, exiger que les responsables rendent compte de leurs actes et appliquent les décisions prises par les assemblées de base.

Edité par Pouvoir Ouvrier :

LE TROTSKYSME ET L'U.R.S.S.

Prix : 0,50 F.

-:-:-:

# Le "guevarisme" à l'épreuve

Amis et ennemis ont proclamé la mort du commandant Ernesto Guevara dit le Ché, mort au combat, au lieu-dit de la Quebrada del Yuro, dans un ravin près de la jungle.

L'idée fondamentale de Guevara se trouve dans son testament politique du 16 avril 67, texte de combat : le devoir des révolutionnaires est de multiplier les foyers de guérilla afin de créer "deux, trois Vietnam". Il s'agit "d'obliger l'impérialisme à disperser ses forces et de témoigner ainsi d'une solidarité agissante à l'égard de la nation vietnamienne qui incarne les aspirations et les espérances de victoire de tout un monde oublié". L'ennemi numéro un est donc l'impérialisme U.S.A., coupable d'agression, mais il y a d'autres coupables : "ceux qui à l'heure de la décision ont hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste". Le but est d'abattre l'impérialisme et "le grand enseignement de l'invincibilité de la guérilla galvanisera les masses". La conclusion du message est la suivante : "comme nous pourrions contempler un avenir proche et lumineux si deux, trois, plusieurs Vietnam fleurissaient sur la surface du globe, avec leur part de morts et d'immenses tragédies, pourvu que notre cri de guerre parvienne à une oreille réceptive, et qu'une autre main se tende pour empoigner nos armes et que d'autres hommes se lèvent pour entonner les chants funèbres dans le crépitement des mitrailleuses".

La stratégie est donc celle de l'insurrection, mais les problèmes politiques ne sont pas examinés.

A Punta del Este , Guevara avait dit que "la révolution à Cuba, c'est bien mais ce n'est pas assez ; la révolution doit prendre racine au coeur du continent, dans la région des Andes"..."et puis les caraïbes sont trop frivoles", "je veux des hommes violents et austères". Pourtant, six années plus tard, il écrit dans son journal intime, peu avant d'échouer, que "les habitants de la région sont impénétrables comme des pierres".

Au delà des craintes ou des espérances , il serait bon pourtant de se poser la question : pourquoi les habitants de la Cordillère étaient aussi impénétrables à la guérilla que des pierres ?

Les références de Guevara au Vietnam veulent prouver "l'invincibilité de la guérilla", qui aurait le même avenir en Amérique Latine. Mais en faisant l'analogie, on oublie bien trop vite que les structures économiques et sociales de l'Amérique Latine ne sont pas celles du Vietnam ou de Cuba.

On affirme avec Guevara que "presque tous les pays de ce continent sont prêts pour une pareille lutte" et ainsi on oublie par la magie du verbe la réalité des situations qui sont dissemblables.

Dans les pays du Sud-Est asiatique, la paysannerie est homogène à cause des conditions historiques de son exploitation; les grands travaux d'irrigation se font depuis l'an trois mille ; la densité de la population des deltas est consécutive aux travaux collectifs exigés par la culture du riz ; il en découle une véritable vie collective, des rapports entre les paysans qui leur permettent de faire bloc contre les grands propriétaires fonciers et les usuriers.

Or, si la majorité de la paysannerie en Amérique Latine est aussi terriblement exploitée, les modalités de cette exploitation comme des structures agraires elles-mêmes sont

bien différentes : les dissemblances de situation d'un état à l'autre, les inégalités de développement suivant les régions d'un même pays, le manque de densité de la population, son type de rapport avec la terre, et aussi avec ses maîtres, sont à l'opposé de l'homogénéité paysanne du Vietnam ou de Cuba. D'autre part, si les plans de réforme agraire faits par certaines bourgeoisies latino-américaines ont dans l'ensemble échoué, il n'en reste pas moins que dans certaines régions ces réformes ont permis de transformer des latifundias "féodaux" en grandes exploitations capitalistes, accélérant ainsi le processus de décomposition du monde rural. Quant aux indiens, ils végètent dans des rapports de quasi-servage qui font qu'ils sont "comme des pierres" (1).

Dans des pays comme l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, la population urbaine est majoritaire ; ailleurs le processus d'urbanisation se poursuit et nombreux sont les paysans contraints de se prolétariser. L'exode rural fait grossir la population urbaine (300 % en dix ans en Colombie). Certes, un "lumpen-prolétariat" existe dans les villes, mais les paysans qui quittent la terre parviennent dans l'ensemble à s'intégrer dans l'économie. Ainsi H. Edome (dans les Temps Modernes) établit que sur les 120.000 habitants des bidonvilles de Lima (1/10 de la population de la capitale), il n'y a que 1 % de chômeurs totaux et 27 % de chômeurs intermittents.

En fait, l'unité du monde paysan n'existe pas, et cela a inévitablement des conséquences politiques.

D'une part, les régions urbanisées échappent dans sa réalité complexe aux guérilleros qui voudraient investir les villes par le biais d'un imaginaire soulèvement des campagnes. De l'autre, si l'état d'arriération extrême et la dispersion des indiens dans les Andes fait bien d'eux des "hommes austères", ils sont aussi l'explication de leur méfiance vis-à-vis des guérillas.

Le Che, dans une vision volontariste, sous-estime les transformations économiques et sociales, il ne voit point le processus de désintégration du monde paysan. Si sa lutte prend alors une forme extérieure à la paysannerie elle-même, c'est que la théorie du Che, s'inspirant des exemples cubain et vietnamien, nie la réalité sud-américaine.

Un noyau initial de combattants ne peut pas créer des foyers guérilleros à son bon vouloir ; ni la pure volonté ni l'héroïsme d'une poignée ne peuvent faire que les partisans du Che soient dans la population "comme le poisson dans l'eau", suivant le mot de Mao. C'est ainsi que s'explique l'isolement des guérillas, qui aujourd'hui s'effritent partout.

Guevara appelle le Tiers Monde le "monde des damnés". C'est juste, mais cela ne peut pas lui donner une homogénéité qu'il ne possède pas. En fait, un tel "tiers-mondisme" signifie l'abandon de toute perspective révolutionnaire fondée sur l'action du prolétariat.

Pour les révolutionnaires d'Amérique Latine, le problème n'est pas de créer de toutes pièces des "Vietnam" dans la Cordillère desséchée des Andes ou dans la jungle tropicale, mais de combler le fossé qui existe entre le mouvement paysan et le mouvement ouvrier.

Sans le prolétariat, en Amérique Latine, la lutte contre les classes dirigeantes et l'impérialisme nord-américain est perdue d'avance.

---

(1) Voir dans P.O. n°85 : "La voie de la révolution en Amérique Latine".

Or, les "guévaristes" n'accordent qu'un rôle secondaire à la classe ouvrière. Le schéma "guévariste" ne prévoit l'intervention du prolétariat des villes que dans la toute dernière phase de la lutte. Ce n'est qu'au moment où l'armée des paysans-guérilleros tiendrait déjà pratiquement le pays sous son contrôle, aurait isolé les villes, que les travailleurs, en déclenchant la grève générale, collaboreraient à l'effondrement du système. Dans leur optique, la force dirigeante reste l'armée des paysans-guérilleros, tout comme le rôle politique dirigeant est attribué à l'Etat Major de cette armée.

Un tel processus de lutte où les ouvriers, considérés comme force d'appoint, sont politiquement subordonnés à la direction militaire de l'armée paysanne, s'il se déroulait réellement, ne pourrait pas aboutir, de toute évidence, à une transformation révolutionnaire allant dans le sens du socialisme. C'est ce qui est arrivé au Vietnam et à Cuba où les régimes qui ont surgi de la guérilla, s'ils s'opposent violemment à l'impérialisme, n'en sont pas pour autant socialistes.

Mais dans le cas de l'Amérique Latine, ce processus lui-même n'est qu'un projet coupé de la réalité économico-sociale et des conditions concrètes de développement et de lutte du mouvement ouvrier.

En effet, dans la lutte contre les classes dirigeantes d'Amérique Latine, ce sont les masses ouvrières - et non la paysannerie - qui ont joué jusqu'ici le rôle principal. Dans des pays comme le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil, le Méxique et même là où est mort Guevara, la Bolivie, une longue tradition d'organisation et d'action existe dans la classe ouvrière, dont le poids social augmente sans cesse.

Il y a entre 14 et 16 millions d'ouvriers en Amérique Latine. Dans des pays comme le Brésil, le Méxique et l'Argentine, le prolétariat est concentré dans des grands centres urbains comme Sao Paulo, Buenos Aires et Ciudad de México.

En Argentine, pays où la paysannerie joue un rôle secondaire, le prolétariat a un passé de luttes syndicales et politiques. Demême au Chili et en Uruguay.

C'est au Brésil qu'il y a la plus grande concentration,dans la région du sud est. Sao Paulo est le plus grand centre industriel du demi-continent.

Par son développement tardif (surtout à la fin de la deuxième guerre mondiale), la classe ouvrière sud-américaine est numériquement faible. Dans la plupart de pays, la différence de niveau de vie entre les ouvriers et les paysans fait même apparaître les premiers comme des privilégiés. Ainsi, les ouvriers du pétrole au Vénézuela jouissent de salaires très élevés.

Mais il serait absurde de juger de la combativité et des capacités révolutionnaires des ouvriers à partir du niveau plus ou moins elevé des salaires. En effet, c'est là où il avait les meilleurs salaires (Argentine, Chili, Uruguay, Méxique) que le prolétariat a mené les combats les plus durs.

Les conditions dans lesquelles s'opère le développement du capitalisme sud-américain, les difficultés auxquelles se heurtent les pays les plus avancés poussent les capitalistes à soumettre les travailleurs industriels à une exploitation toujours plus grande. La perspective réside donc non dans une atténuation, mais dans un renforcement des luttes du prolétariat industriel, dont le niveau de vie ne peut d'ailleurs être considéré comme "privilégié" que par rapport à la misère extrême des paysans des zones les plus arriérées.

D'autre part, les bourgeoisies dites nationales sont dominées par la politique de marché pratiquée par les Etats Unis ; elles n'ont pas une autonomie nationale suffisante et sont donc incapables de faire la révolution démocratique - contrairement à ce que prétendent les P.C. - c'est-à-dire de procéder au bouleversement des structures économiques et sociales de l'agriculture qui seul pourrait améliorer le sort des paysans.

Mais si la tactique de Front Populaire, d'alliance avec la bourgeoisie "nationale", préconisée par les P.C., ne peut conduire qu'à des échecs, on ne peut pas la combattre en ressucitant à travers Guevara les vieux mythes populistes.

La voie pour la transformation radicale des rapports de production en Amérique Latine ne peut être qu'une révolution dirigée par le prolétariat.

Sur le plan mondial, l'identification abusive, faite par le "guévarisme", des Etats Unis comme étant le premier ennemi à abattre, ne peut conduire qu'à sous-estimer l'ennemi réel dans chaque pays, la classe bourgeoise ou bureaucratique, que seul le prolétariat peut affronter victorieusement. La révolution socialiste ne surgira pas d'un simple prolongement des luttes des masses dans le Tiers Monde.

Ne rendant compte ni de la structure du monde rural en Amérique Latine, ni des relations entre les classes, ni des rapports de force à l'échelle internationale, entretenant un anti-impérialisme dont le caractère de classe n'est pas précisé, le "guévarisme", à l'image même de Guevara, est condamné. La tâche des révolutionnaires en Amérique Latine n'est pas de porter la guérilla partout, mais de poursuivre leur difficile travail d'organisation des ouvriers et des paysans, de coordination de leurs luttes contre les classes dirigeantes et leur soutien, l'impérialisme nord-américain.

Edité par Pouvoir Ouvrier :

L'IMPERIALISME ET LA BUREAUCRATIE

FACE AUX REVOLUTIONS DANS LE TIERS MONDE

Avec une introduction sur les contradictions du capitalisme.

Brochure ronéotée, couverture imprimée, 100 pages.
Prix : 3 F. + 0,50 F. de frais d'envoi